

# 2018

## ANTIGONE

**Carole JOLLAIN**  
*Directrice*

**Frédéric LABICH**  
*Chef de service*

10 rue Mazagran  
54000 NANCY

Tél : 03 83 27 80 00  
Fax : 03 83 27 95 08

courriel :  
[antigone@asso-ars.org](mailto:antigone@asso-ars.org)



## MISSION

Antigone est un Service Social Spécialisé en Milieu Ouvert qui développe une intervention sociale dans le cadre de deux actions spécifiques :

### La prostitution

Lutte contre l'exclusion des personnes pratiquant la prostitution.

Prévention des risques chez les jeunes.

Assistance aux personnes victimes de la traite des êtres humains.

Elle porte sur l'amélioration des conditions d'existence de toute personne concernée par la prostitution, qu'elle soit en situation ou en risque de prostitution et ce dans une perspective d'accueil à bas seuil. L'action du Service Antigone participe à la réduction des risques sanitaires et sociaux au sein de cette population.

### La prévention des addictions et soutien à la parentalité

Accueil des personnes orientées par le Parquet de Nancy et de leur famille dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites pénales liées à une infraction à la législation sur les stupéfiants.

Accueil, écoute et accompagnement des consommateurs et de leur famille qui sollicitent le service en direct ou sur les conseils de services partenaires.

Interventions collectives : prévention, information, sensibilisation auprès de groupes.

## FINANCEMENT

Agence Régionale de la Santé – Promotion de la Santé

État - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Délégation Régionale des Droits des Femmes

Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances

NANCY MÉTROPOLE - Contrat Urbain de Cohésion Sociale

MILDECA - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

## RAYONNEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le rayonnement géographique du service est départemental. Néanmoins, l'essentiel de son activité se concentre sur le bassin de vie de la Métropole du Grand Nancy (sortie de terrain, accompagnement social).

Concernant la prévention des addictions, les personnes rencontrées résident sur le sud Meurthe-et-Mosellan.

L'implication d'Antigone dans le réseau national de services spécialisés l'amène à traiter les situations de personnes demeurant sur d'autres villes ou départements. Il s'agit alors de proposer un soutien technique à distance, une prise en charge par le service ou une orientation vers tout autre lieu adapté à la situation de la personne.

Le service Antigone est agréé pour accompagner les personnes engagées dans un parcours de sortie de la prostitution sur les départements de Moselle et de Meurthe-et-Moselle

## ÉQUIPE

### Personnel médico-social

Chef de service	0,25 ETP
Infirmière	0,50 ETP
Travailleurs sociaux	2,00 ETP



## Prévention des addictions et soutien à la parentalité

- Entretien individuel de prévention : 132
- Accompagnement social dans la durée : 17
- Parents et proches : 9
- Prévention collective
  - ➔ **Stage de sensibilisation aux dangers des drogues.**
    - Public PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) :  
50 stagiaires et 30 parents
    - Adultes ANPAA :  
66 stagiaires
  - ➔ **Mission locale de Nancy** : 385 jeunes entre 18 et 25 ans
  - ➔ **Intervention Prévention Grand Public** : 5 manifestations

9 personnes et 2 familles, soit 11 ménages sont engagés dans une démarche de soutien dans la durée et ont maintenu un contact avec le service au 31 décembre 2018.



## Accompagnement médico-social des personnes en risque ou en situation de prostitution

- **117 personnes prises en charge sur l'année :**
  - ➔ 60 personnes rencontrées lors du travail de rue et 57 personnes ne pratiquant pas la prostitution de rue ont bénéficié d'un accompagnement du service en 2018.
  - ➔ 81 % des personnes rencontrées se sont engagées dans des démarches médico-sociales en journée soit 95 personnes.

### Prévention des risques sanitaires et accès aux soins :

- ➔ 730 actes de prévention en travail de rue.
- ➔ 584 interventions et accompagnements aux démarches de soins en journée.

### Accompagnement social (hors la rue) :

- ➔ 1 056 accompagnements et démarches d'accès aux droits et à l'insertion sociale.
- ➔ Parcours de sortie de la prostitution :
  - 15 dossiers présentés en commission de Meurthe et Moselle.
  - 3 dossiers soutenus en commission de Moselle.

2 journées de formation des professionnels : 40 personnes.

**45 personnes en accompagnement effectif au 31 décembre 2018**

## SOMMAIRE

<b>1. FINANCEMENT</b>	2
<b>2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES</b>	2
2.1 Objectif général	2
2.2 Sociologie de la prostitution	3
2.2.1 <i>Sur l'espace public</i>	3
2.2.2 <i>Sur l'espace privé ou semi privé</i>	3
2.3 Public bénéficiaire en 2018	4
2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention	4
2.4.1 <i>La répartition des actes et démarches médicosociales réalisées en 2018</i>	5
2.4.2 <i>La répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2018</i>	6
2.4.3 <i>Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet</i>	16
2.4.4 <i>La formation des professionnels et animation de réseau</i>	16
2.5 Perspectives 2019	16
<b>3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE</b>	16
3.1 Objectifs de l'action	16
3.2 Moyens mis en œuvre	17
3.2.1 <i>Les moyens humains</i>	17
3.2.2 <i>Les outils mobilisés</i>	17
3.2.3 <i>Les partenaires</i>	18
3.3 Résultats	18
3.3.1 <i>Les entretiens individuels</i>	18
3.3.2 <i>Les interventions collectives</i>	19
3.4 Mesures d'avertissement avec orientation	19
3.5 Prévention des conduites addictives chez es jeunes P.J.J	19
3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes	21
3.7 Actions collectives de prévention	22
3.8 Accompagnements sociaux	22
3.9 Observatoire des pratiques addictives	23
3.9.1 <i>Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement</i>	23
3.10 Perspectives 2019	25

## 1. FINANCEMENT

Le Service Antigone développe une action de prévention des risques sanitaires et sociaux chez les personnes pratiquant la prostitution financée par :

- ✓ DDCS 54 – Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Contrat de ville, CUCS Sécurité CUGN/ACSE
- ✓ Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l’Egalité des Chances

Le Service Antigone développe une action de prévention des conduites addictives financée par :

- ✓ Agence Régionale de Santé Délégation 54
- ✓ Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

Nous intervenons en prestation de service auprès de l’ANPAA et de la Mission Locale du Grand Nancy.

## 2. INTERVENTION MEDICO-SOCIALE AUPRES DES PERSONNES PROSTITUEES

### 2.1 Objectif général

Il s’agit de prévenir et réduire les risques sanitaires et sociaux chez les personnes en risque ou en situation de prostitution sur le Département de Meurthe-et-Moselle.

Le public cible se caractérise par une absence de lien avec les services médicosociaux de droit commun. La démarche proactive « aller au-devant des personnes » mise en place par le service, a pour objectif d’engager avec les personnes les démarches nécessaires pour rétablir le contact et permettre l’accès aux droits et aux soins, préalable incontournable à un éventuel engagement dans un parcours d’insertion sociale et personnel alternatif à une prostitution subie.

En parallèle, le travail de réseaux avec les professionnels de l’action sociale permet de mieux appréhender les situations à risques et d’agir en prévention, notamment en direction de jeunes en rupture ou en grande précarité sociale qui pourraient avoir recours à la prostitution ou d’autres pratiques assimilées.

Le service Antigone dispose de l’agrément pour les départements de Moselle (septembre 2018) et Meurthe-et-Moselle (septembre 2017). Ces agréments permettent de mettre en place les « Parcours de Sortie de la Prostitution »<sup>1</sup> des personnes qui ont obtenu l’accord de la Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution, le Proxénétisme et la Traite des Etres Humains aux Fins d’Exploitation Sexuelle.

<sup>1</sup> Le Parcours de Sortie de la Prostitution est une disposition de la loi du 13 avril 2016

## 2.2 Sociologie de la prostitution

### 2.2.1 Sur l'espace public

La sociologie des personnes pratiquant la prostitution de rue à Nancy évolue peu. On peut catégoriser la population en 3 groupes :

- Les personnes étrangères (africaines et pays de l'est) qui arrivent sur Nancy essentiellement par le biais de réseaux de traite des êtres humains et qui occupent l'espace public en permanence tout au long de l'année, reléguant les autres groupes en instaurant une lutte pour le contrôle des territoires.
- Les jeunes en rupture sociale et familiale qui pratiquent une prostitution de subsistance. Leur présence est ponctuelle et elles sont parfois difficilement repérables compte tenu de leurs habitudes de travail et des risques à se confronter à des groupes constitués de femmes étrangères.
- Les personnes qui exercent cette activité depuis de nombreuses années et que l'on peut considérer comme « traditionnelle ». On assiste cependant à une baisse régulière de leur nombre depuis plusieurs années.

La tendance constatée en fin d'année 2016 se confirme. L'activité de maraude sur les lieux de prostitution nous amène à constater une nette diminution de la prostitution de rue (-35% par rapport à 2016) du fait de la baisse du nombre de client. Cette baisse est à mettre en lien avec la promulgation de la loi votée en avril 2016 qui pénalise le recours à la prostitution pour les clients ;

L'intensité du phénomène de la prostitution de rue est fortement lié aux effets des lois qui tentent de réprimer l'activité des personnes qui se prostituent (loi de sécurité intérieure dans les années 2005-2008) ou celle des clients qui sollicitent des prestations (loi d'avril 2016).

### 2.2.2 Sur l'espace privé ou semi privé

On notera les pratiques suivantes :

- Les personnes qui pratiquent la prostitution indoor (hors de l'espace public) via les sites d'annonces internet. Les clients sont rencontrés dans un logement loué et spécifiquement dédié à l'activité ou à l'hôtel durant de courts séjours (escort-tour).
- Les personnes qui pratiquent une prostitution cachée à l'abri des regards dans certains lieux de résidence ou d'hébergement temporaire.

La fonction d'observatoire de la prostitution via internet a été perturbée par la fermeture des principaux sites d'annonces à partir desquels nous avons organisé notre méthodologie. Ainsi, la partie « erotica » du site d'annonce Vivastreet a été fermé par les propriétaires du site par crainte des conséquences d'une plainte déposée par l'Association Le Mouvement du Nid. Les propositions ont réapparu sous d'autres formes sur d'autres sites généralistes ou dédiés et ce, à partir d'autres pays de l'Union Européenne afin d'écartier les risques de poursuites pénales.

## 2.3 Public bénéficiaire en 2018

On notera :

- Une augmentation du nombre de nouvelles personnes rencontrées en dehors du travail de rue.
- Une progression constante de la prostitution cachée, essentiellement par internet. Si on constate en 2018 une augmentation du nombre de personnes pratiquant l'escorting qui appellent spontanément le service, ce public reste difficilement accessible à l'intervention du service. Les services de police sont néanmoins parvenus à identifier et poursuivre plusieurs réseaux de trafic et d'exploitation de la prostitution de femmes chinoises et d'Europe de l'Est.
- L'intensification du travail de dépistage et d'identification des situations à risque auprès des professionnels de l'action sociale permet d'accroître les sollicitations en direction du service. Il s'agit essentiellement de demande de professionnels en lien avec les publics migrants majeurs et mineurs pour évaluer des situations susceptibles de relever de Trafic d'Etres Humains à des Fins d'Exploitation Sexuelle.

	Public rencontré lors du travail de rue		Suivi social hors la rue		Total	
	Effectif	Variation	Effectif	Variation	Effectif	Variation
2014	128	-8%	40	-16%	168	-10%
2015	120	-6%	37	-7%	157	-6%
2016	110	-8%	52	40%	162	3%
2017	71	-35%	53	2%	124	-23%
<b>2018</b>	<b>60</b>	<b>-18%</b>	<b>57</b>	<b>+7%</b>	<b>117</b>	<b>-6%</b>

La file active est en baisse de 6% par rapport à l'année 2017 et se caractérise comme suit :

- Sur 72 personnes repérées lors des maraudes, 60 personnes ont été contactées parmi lesquelles 80% ont engagés des démarches médicosociales en journée (contre 76% en 2017).
- 57 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et qui se sont engagées dans un accompagnement en vue d'améliorer leur situation personnelle ou pour tenter de s'engager dans la réalisation d'un projet alternatif.

Au total ce sont 117 personnes qui ont bénéficiés d'une intervention du service en 2018.

## 2.4 Répartition de l'activité du service selon les programmes d'intervention

Le gestionnaire d'activité du service permet d'identifier la nature des actes réalisés et le temps d'intervention par professionnel.

### 2.4.1 La répartition des actes et démarches médicosociales réalisées en 2018

L'action du service a généré 730 contacts sur l'année auprès des 60 personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue. Les principales thématiques abordées concernent la santé (prophylaxie des IST/VIH/hépatites...), l'accès aux droits et la sécurité des personnes.

L'accompagnement de jour des 117 personnes a permis de réaliser 1640 actes sur l'année.

Au total, l'action du service en 2018 a produit 2390 actes médicosociaux qui se déclinent comme suit :

		Nombre d'actes par action	%	Total des actes médicosociaux	%	TOTAL actes sur le programme PROSTITUTION en 2018
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	13	2%	584	24.5%	2390
	Accompagnement, démarches de soins et dépistages	381	65%			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	190	33%			
Prévention en travail de rue				730	30.5%	
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVES	Accompagnement, démarches sociales et administratives	282	26%	1076	45%	
	Accès aux droits des personnes prostituées	322	30.5%			
	Accompagnement aux projets d'insertion sociale	433	40%			
	Dispositif observatoire de la prostitution	39	3.5%			

La santé (accès aux soins et prévention) représente 55% du total des actes réalisés (60% en 2017) tandis que les actions socio-éducatives représentent 45% des actes contre 40% l'année précédente.

Afin d'optimiser le temps d'intervention pour les démarches de prévention en santé, les professionnels du service organisent des déplacements collectifs pour les personnes d'une même communauté. Ainsi, le travail de partenariat réalisé en amont par l'infirmière de prévention permet de rationaliser les déplacements médicaux avec le CEGIDD de la MGEN ou le CHRU de Nancy.

De plus, le dossier individuel prévention/santé mis en place par l'IDE de prévention du service facilite le suivi des personnes et permet de proposer les tests de dépistage nécessaires. Ainsi, une démarche d'accompagnement au dépistage permet la réalisation de plusieurs actes.



#### 2.4.2 La répartition des temps d'intervention selon les fonctions en 2018

Le tableau ci-dessous présente la répartition des temps d'intervention par professionnels. On peut constater que les démarches en santé et prévention représentent 1110 heures (soit -5% par rapport à 2017). Cette baisse est modérée du fait de l'implication des professionnels du service pour compenser l'absence de quatre mois de l'IDE de prévention. En comparant cette répartition avec le tableau des actes réalisés (tableau page 4), on constate que les 43.5% de temps d'intervention médicale produisent 55% du total des actes réalisés sur l'année.

		Infirmière de prévention	Educatrice spécialisée	Assistant de Service Social	Cumul heures d'intervention par action	Total heures	%	TOTAL
INTERVENTIONS EN SANTE	Actions collectives de prévention	20	15	15	50	1110	43,5%	2550
	Accompagnement démarches de soins	380	70	70	520			
	Prévention en travail de rue	70	140	220	430			
	Administration des dossiers "suivi en santé"	70	20	20	110			
INTERVENTIONS SOCIO-EDUCATIVE	Accompagnement, démarches sociales et administratives	-	80	400	480	1440	56,5%	
	Accès aux droits des personnes prostituées	-	20	400	420			
	Accompagnement à la vie quotidienne des personnes victimes de la traite hébergées	50	100	330	480			
	Dispositif observatoire de la prostitution	-	60	0	60			

##### 2.4.2.1 La file active du service en 2018

La file active des personnes suivies par le service se distingue en deux catégories. La première correspond aux personnes qui pratiquent la prostitution de rue et qui sont rencontrées lors des maraudes. Le second groupe est constitué des personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue et/ou qui sont engagées dans un projet d'insertion.

#### 2.4.2.1.1 Le travail de rue

Le travail de rue est le média principal permettant de rencontrer les personnes sur l'espace public. Les professionnels sont bien identifiés par le public compte tenu de leur présence régulière sur le terrain et par l'information diffusée par les personnes connaissant le service auprès de leurs collègues récemment arrivées.

L'action principale se décompose en deux temps. Le premier consiste à établir le contact avec les personnes au travers des « maraudes » en proposant du matériel de prévention (préservatif, lubrifiant, gel antibactérien...) associé à une information actualisée sur les risques sanitaires et sociaux liés à la pratique de la prostitution de rue. Il s'agit ensuite de proposer un accompagnement vers les dispositifs de dépistage et de soins selon la demande exprimée par la personne ou le besoin identifié par les professionnels.

Les sorties de terrain se déroulent de 22h00 à 3h00 du matin. L'équipe est composée d'un binôme homme-femme avec la présence un fois sur deux d'une infirmière de prévention. Le véhicule est adapté pour recevoir les personnes seules ou en groupe. Les intervenants médicosociaux proposent un temps de pose autour d'une tasse de café ou de thé. Au-delà de la prophylaxie des IST, les échanges portent sur différents sujets qui préoccupent les personnes tels que leurs conditions de vie, leurs éventuelles difficultés sociales ou personnelles.

Les intervenants proposent du matériel de prévention, répondent aux demandes formulées et invitent à rencontrer le service en journée essentiellement pour réaliser des démarches de santé.

Sur le travail de rue, on note que 90% des personnes repérées ont été contactées. Au total, le service a établi 730 contacts pour 60 personnes.

	Moyenne des contacts par sortie en 2018	Moyenne des contacts par sortie en 2017
1er trimestre	17	19
2ème trimestre	16	22
3ème trimestre	15	23
4ème trimestre	14	19

Comme en 2017, le turn-over sur la rue est moins important. Les personnes, moins nombreuses, sont rencontrées plus régulièrement et sollicitent davantage les professionnels pour s'engager dans les démarches en journée. Ce phénomène nous apparaît comme l'expression d'une précarité plus grande, conséquence de la baisse du nombre de client.

#### 2.4.2.1.2 Les accompagnements médicaux et sociaux en journée

Le travail de rue crée un lien qui permet d'engager, avec les personnes qui le souhaitent, un accompagnement durable en dehors du cadre des sorties de nuit. Ainsi, pour l'année 2018, sur 60 personnes accompagnées, 48 personnes se sont engagées dans un suivi social soit 80% des personnes rencontrées pratiquant la prostitution de rue.

En outre, 57 personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue se sont engagées dans un accompagnement à la réalisation d'un projet alternatif :

- 7 femmes, souvent jeunes (moins de 35 ans), en grande difficulté sociale (emploi, hébergement, etc...) et qui rencontrent d'importants problèmes de santé et/ou de toxicomanie. Elles pratiquent ponctuellement une prostitution de subsistance fortement liée à une addiction. L'action du service porte alors sur l'amélioration des conditions d'existence et l'accès aux soins et aux traitements.
- 16 personnes qui pratiquent la prostitution sur internet.
- 13 personnes qui ont bénéficié de l'intervention du service ont été reconnues victimes de la traite des êtres humains et accompagnées dans un parcours d'insertion durable parmi lesquelles 3 personnes qui ont bénéficié d'un hébergement en lien avec le dispositif AcSé pour la protection des victimes de la traite des êtres humains.
- 21 personnes qui sont engagées dans un projet d'insertion au long cours.

Il convient d'ajouter 21 sollicitations pour des interventions ponctuelles en soutien à des professionnels ayant contacté le service (non comptabilisé dans la file active 2018).

Le travail d'information sur les dispositions de la loi d'avril 2016 relative au « parcours de sortie de la prostitution » a permis d'identifier plus d'une trentaine de personnes se disant susceptibles de déposer un dossier devant la commission départementale.

#### 2.4.2.1.2.1 Les contacts en 2018

Si la file active des personnes rencontrées en maraude est en diminution, elles sont néanmoins vues plus régulièrement. De même, les personnes suivies en journée sollicitent davantage le service. Ainsi, lors des sorties de nuit, 12% des personnes sont rencontrées moins de 5 fois contre 21% en 2017 et 70% des personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue sont rencontrées plus de 10 fois.

Nombre de contacts	Personnes rencontrées en sortie de nuit	%	Personnes rencontrées en journée	%
Moins de 5	7	12%	10	17%
Entre 5 et 9	10	17%	8	14%
Entre 10 et 20	23	38%	29	52%
Plus de 20	20	33%	10	17%
<b>Total effectif</b>	<b>60</b>	<b>100%</b>	<b>57</b>	<b>100%</b>

Par ailleurs, le nombre de personnes en lien avec le service et déclarant une pratique de la prostitution via internet est en progression depuis trois ans (16% en 2018 contre 10% en 2017).

2018	Personnes différentes rencontrées en sortie de nuit	Nombre de nouvelles personnes	Personnes différentes rencontrées en journée	Nombre de nouvelles personnes
Janvier	29	1	38	0
Février	26	0	32	3
Mars	26	3	35	1
Avril	30	0	30	0
Mai	22	0	35	2
Juin	25	0	27	0
Juillet	23	2	29	2
Août	33	2	36	0
Septembre	26	0	38	0
Octobre	32	3	34	0
Novembre	22	1	29	0
Décembre	12	0	34	3
<b>Sur l'année</b>	<b>60</b>	<b>12</b>	<b>57</b>	<b>11</b>

#### 2.4.2.1.2.2 Les premières rencontres

48% des personnes rencontrées pour la première fois en 2018 ne pratiquent pas la prostitution de rue. Elles sont essentiellement orientées vers le service par les structures partenaires ou se présentent spontanément au bureau sur conseil d'un proche.

Le nombre de nouvelles personnes rencontrées dans la rue est stable. 12 personnes contre 13 en 2017.

Première rencontre	Effectif	%
Public hors la rue	11	48%
Public rue	12	52%
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.2 Données sociodémographiques des personnes rencontrées en 2017

##### 2.4.2.2.1 Répartition du public selon la nationalité et le type d'activité

En 2018, trois personnes accompagnées sur quatre sont étrangères. Les personnes en provenance du Nigeria représentent près de la moitié de la file active.

Pays d'origine	Public rue	%	Hors la rue	%	Totaux	%
France	16	14%	14	12%	30	26%
Europe de l'Est	14	12%	10	9%	24	21%
Afrique Sub-saharienne	23	20%	32	27%	55	47%
Amérique du Sud	7	6%	1	1%	8	7%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>51%</b>	<b>57</b>	<b>49%</b>	<b>117</b>	<b>100%</b>

75% des personnes pratiquant la prostitution de rue sont étrangères (contre 72% en 2017). Il en est de même pour les personnes qui ne sont rencontrées qu'en journée. On notera en 2018 la présence effective d'une prostitution chinoise hors la rue à Nancy à la suite de l'interpellation de réseau en provenance de Paris.

#### 2.4.2.2.2 Droit au séjour

Titre de séjour	Public rue	%	Hors la rue	%	Totaux	%
Carte nationale d'identité	16	14%	14	12%	30	26%
Réfugié ou protection subsidiaire			13	11%	13	11%
Demande d'asile	4	3%	5	4%	9	8%
Demande d'asile (Dublin)	3	3%	1	1%	4	3%
Sans titre de séjour	7	6%	4	3%	11	9%
Réexamen demande d'asile	6	5%	1	1%	7	6%
Titre de séjour temporaire	5	4%	9	8%	14	12%
Non connu	5	4%		0%	5	4%
Ressortissant de l'Union Européenne	14	12%	10	9%	24	21%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>51%</b>	<b>57</b>	<b>100%</b>	<b>117</b>	<b>100%</b>

Nous n'avons pas connaissance de personnes qui se maintiennent dans une pratique de la prostitution dès lors qu'elle devienne titulaire d'un statut de réfugié ou d'une protection subsidiaire.

### 2.4.2.2.3 Age et genre

Sexe/genre	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Transgenre	7	12%	1	1%	8	7%
Homme						
Femme	53	88%	56	99%	109	93%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>100%</b>	<b>57</b>	<b>100%</b>	<b>117</b>	<b>100%</b>

Les femmes sont largement majoritaires. Les personnes transgenres représentent 12% de la file active (contre 6% en 2017). Si la proportion de personnes transgenre double entre 2017 et 2018, en réalité, l'effectif varie peu d'une année sur l'autre (+1). C'est surtout la diminution de la proportion de femme qui explique cette « augmentation ».

Age	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Moins de 20	2	2%	3	3%	5	4%
De 20 à 24	14	12%	9	8%	23	20%
De 25 à 34	25	21%	28	24%	53	45%
De 35 à 44	10	9%	10	9%	20	17%
45 et plus	9	8%	7	6%	16	14%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>51%</b>	<b>57</b>	<b>49%</b>	<b>117</b>	<b>100%</b>

La prostitution des mineurs ou des jeunes majeurs est un problème émergent en 2018. Ainsi, parmi les moins de 20 ans, le service a orienté deux jeunes femmes étrangères vers les services de l'Aide Sociale à l'Enfance pour suspicion de minorité. Les autres jeunes femmes, françaises, ont déclaré pratiquer l'escorting via internet.

### 2.4.2.3 Typologie des démarches et accompagnements en 2018

#### 2.4.2.3.1 Objectif

Les objectifs de l'intervention rue se déclinent comme suit :

- Agir sur les précarités qui ont conduit à la pratique de la prostitution,
- Agir sur les contraintes personnelles, économiques et sociales au travers d'un projet d'insertion,
- Améliorer le quotidien des personnes prises en charge et proposer des alternatives crédibles à la pratique de la prostitution,
- Créer les conditions favorables à une prise de décision éclairée pour les personnes pratiquant la prostitution,
- Garantir l'accès à la santé.

#### 2.4.2.3.2 Accompagnement aux démarches de santé

Toutes les personnes accompagnées dans une démarche de santé font l'objet d'un « bilan » de situation (droit à l'assurance maladie, dernier dépistage réalisé, vaccination, campagne de prévention des cancers, médecin traitant identifié,...).

L'action du service a généré 381 démarches en santé parmi lesquelles l'accompagnement aux soins et consultations représente 54% des interventions (40% en 2017).

Thématique démarches de soins	Public rue	%	Public hors	%	Totaux	%
	(n=60)		la rue (n=57)			
Dépistage des IST	40	15%	11	9%	51	13%
CLAT	4	2%			4	1%
Vaccination	12	5%			12	3%
Contraception	13	5%			13	4%
Education du patient et conseil en santé	50	19%	43	36%	93	24%
Accompagnement, soins et consultation	142	54%	66	55%	208	55%
<b>TOTAL</b>	<b>261</b>	<b>100%</b>	<b>120</b>	<b>100%</b>	<b>381</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.3.3 Actions collectives en santé

Les ateliers Santé sont animés par l'IDE de Prévention et, selon la nécessité par un intervenant social. Le choix des thématiques est déterminé en fonction des préoccupations des personnes rencontrées et des difficultés ou besoins repérés par les professionnels. Les ateliers, d'une durée moyenne d'1h30, ont lieu en fin d'après-midi. 13 ateliers ont été mis en place en 2018.

##### ✓ Les ateliers

- Le parcours de soin : « Que faire si j'ai mal ? »

L'atelier de prévention mis en place en 2015 se poursuit pour informer les nouvelles personnes rencontrées en 2018. 3 séances ont eu lieu. Sur les 21 personnes ciblées, 11 ont participé aux ateliers.

L'atelier consiste à présenter les différentes structures de soins de l'agglomération nancéienne à travers un jeu de mise en situation permettant aux personnes de comprendre et de s'approprier les informations. Un livret, traduit dans une langue comprise par la personne et récapitulant ces données, est remis en fin de séance. L'information et le matériel conçu pour cet atelier continu d'être délivré en individuel auprès des personnes que nous rencontrons.

– Atelier « Vestiaires »

En partenariat avec les étudiants de l'IRTS de Lorraine, une action de récupération de vêtements d'hiver a permis d'organiser un vestiaire dans les locaux du service, rue Mazagran. 4 séances se sont déroulées qui ont accueillies 11 personnes.

– Atelier « Lien social »

La pratique d'activités collectives qui n'étaient pas centrées sur les questions de santé a permis de tisser un lien avec plusieurs personnes, essentiellement engagées dans un projet de réinsertion après l'obtention de titre de séjour.

- Patinoire : une sortie pour 3 personnes.
- Galette des Rois : une animation pour 6 personnes.
- Promenade Parc et Jardins : deux sorties pour 6 personnes.
- Foire attractive : deux sorties pour 5 personnes.

#### 2.4.2.3.4 Synthèse de la réalisation des objectifs en santé

Rappel des objectifs à priori	Indicateurs	Objectifs atteints Oui/non/partiellement	Raisons de l'écart
- Etablir un contact avec les personnes pratiquant la prostitution.	<b>Quantitatif :</b> Pers touchée/effectif décompté)	<b>Partiellement : 72</b> 80% de la population repérée sur la rue soit 60 personnes. 15 interventions en soutien technique aux professionnels.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Difficulté à contacter les personnes pratiquant la prostitution clandestine ou dans des lieux privés. Information des services en contact avec les publics cibles de l'action.
- Diffusion d'une information sur les pathologies/les risques et leurs prophylaxies.	<b>Qualitatif :</b> Amélioration des connaissances. Modification des comportements.	<b>Partiellement : 117</b> 86% de la population repérée soit 90 personnes. Contact et prévention de rue : 890.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération.
- Proposer des démarches de prévention.	<b>Quantitatif :</b> Pers rencontrées/pers dépistées <b>Qualitatif :</b> Repérer les changements de comportement. Modifier les croyances. Mettre à jour les informations de prévention. Proposer des tests de dépistage.	<b>Partiellement : 117</b> 80% de la population rencontrée a bénéficié d'une information et/ou d'un accompagnement – orientation au dépistage.	Turn-over et temps de présence sur l'agglomération. Des demandes de santé sont à l'initiative de personnes qui appellent en dehors du cadre de l'action de terrain.
- Accompagner dans les démarches d'accès aux soins et aux droits.	<b>Quantitatif :</b> Nombre de demande Nombre de démarches de santé et d'accès aux droits. Adhésion aux traitements.	<b>Partiellement : 117</b> 85% des demandes répondues. 100 personnes bénéficiaires d'une ou plusieurs démarches soit 80% des personnes rencontrées.	Le service pose le principe d'une obligation de moyens en réponses aux demandes/besoins des personnes. Des demandes n'ont pas donné suite à une réponse du fait de l'absence de la personne au rendez-vous.
- Améliorer la connaissance de la situation sanitaire des publics cibles ;	<b>Quantitatif :</b> Oui <b>Qualitatif :</b> Oui		Le recueil d'information est conditionné par l'accord de la personne qui décide ou non de partager l'information. Le travail de réseaux et la position de médiateur/traducteur apporte une bonne connaissance de l'état de santé des personnes.



#### 2.4.2.3.5 Les démarches d'insertion sociale

Thématique démarches sociales	Public rue	%	Public hors la rue	%	Totaux	%
Accès aux droits santé	51	5%	80	8%	131	12%
Droit au séjour	122	12%	200	20%	322	30%
Emploi formation	33	3%	65	6%	98	9%
Enfance et famille	12	1%	70	7%	82	8%
Gestion budgétaire et aide financière	-	0%	78	7%	78	7%
Insertion sociale et culturelle	24	2%	70	7%	94	9%
Logement	52	5%	180	17%	232	22%
Protection des personnes	4	0.5%	15	0.6%	19	2%
<b>TOTAL</b>	<b>298</b>	<b>27.5%</b>	<b>758</b>	<b>72.5%</b>	<b>1056</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2.3.6 Accès aux droits

Les démarches d'accès à un titre de séjour représentent 30% du total des démarches sociales engagées par le service en 2018.

L'accès aux droits à la santé concerne 80 personnes et représente 131 démarches auprès des organismes. Le travail des intervenants sociaux consiste à soutenir l'accomplissement des démarches, améliorer la connaissance des dispositifs et procédures pour favoriser l'autonomie des personnes rencontrées. Le contrôle des droits est systématiquement réalisé par les membres de l'équipe ainsi, toutes les personnes en lien avec le service disposent d'une couverture sociale au terme de la prise en charge.

Les interventions sociales, hormis la question du droit au séjour, concernent davantage les personnes qui ne pratiquent pas la prostitution de rue. Cette différence est liée au fait que les personnes étrangères pratiquant la prostitution de rue ne peuvent pas disposer des mêmes droits du fait de leur statut sur le territoire (ressources, droit au travail, etc...).

Sur 117 personnes accompagnées par le service, 38 ont bénéficié d'une domiciliation administrative.

#### 2.4.2.3.7 Emploi formation

En 2018, les personnes étrangères qui s'engagent dans un tel projet ont préalablement obtenu un statut de réfugié. L'accès à l'emploi et à la formation est un axe majeur pour les personnes qui souhaitent s'engager dans un parcours de sortie de la prostitution. L'accès à un titre de séjour pour les personnes étrangères et l'attribution d'une allocation constituent autant de moyens supplémentaires pour mettre en œuvre un projet d'insertion professionnelle.

#### 2.4.2.3.8 Gestion budgétaire et logement

L'accompagnement à la gestion budgétaire représente 7% des démarches et 22% des interventions sociales portent sur le logement.

22 personnes disposent d'un compte usager au service qui permet d'accompagner la personne dans la résolution de problèmes d'endettements ou pour le règlement de factures et d'amendes (établissement de chèques sur le principe des avances/remboursements). Le service est aussi intervenu pour régler des frais médicaux (consultation médicale, traitements, etc...).

Les intervenants sociaux du service interviennent directement auprès des personnes bénéficiaires du RSA qui sont hébergées ou disposent d'une domiciliation au service. Ils favorisent la mise en place d'un projet d'insertion dans le cadre de leur fonction de référent unique. Par ailleurs, on constate une augmentation des difficultés financières chez les personnes bénéficiaires des minimas sociaux, du fait de la baisse du nombre de clients en prostitution de rue. Cette précarisation a des incidences sur les pratiques soit en augmentant leur présence sur la rue ou en s'orientant vers une activité via internet.

3 personnes ont été hébergées par le service en 2018 et ont pu obtenir le statut de réfugié.. Une personne a pu bénéficier d'un relogement.

#### 2.4.2.3.9 Parcours de Sortie de la Prostitution

La Commission Départementale de Lutte contre la Prostitution et la Traite des Etres Humains a été constituée en fin d'année 2017. Trois commissions ont eu lieu en 2018 qui ont permis au service de proposer 12 demandes d'intégration dans un parcours de sortie de la prostitution. La totalité de ces dossiers concerne des personnes étrangères. Sur ces 12 demandes, 3 dossiers ont été validés et deux parcours de sortie ont été effectivement mis en place. Il est à noter que les candidats validés pour intégrer le parcours disposaient déjà d'un titre de séjour ou du statut de réfugié. 75% des dossiers ont été refusés ou ajournés en attente d'un dépôt de plainte du prétendant pour faire reconnaître la réalité du statut de victime de la Traite des Etres Humains.

Les personnes sans ressources dont les dossiers ont été validés par la Commission Départementale pour intégrer un parcours de sortie de la prostitution peuvent bénéficier d'une allocation différentielle (l'AFIS) d'un montant de 300€. Ainsi en 2018, une personne a pu bénéficier de cette allocation qui, assortie d'une prise en charge en foyer, lui permet d'initier un projet d'insertion en disposant d'un minimum de ressources.

### *2.4.3 Observatoire et évaluation des pratiques érotiques tarifées sur internet*

La méthode consiste à consulter régulièrement les annonces qui paraissent sur une liste de sites de petites annonces généralistes ou spécialisées et d'identifier les propositions de prestations dans chaque ville/département de Lorraine. Chaque semaine, l'équipe d'Antigone alimente une base de données pour suivre les évolutions qualitatives et quantitatives de ce phénomène sur l'ensemble de la région.

### *2.4.4 La formation des professionnels et animation de réseau*

L'obtention de l'agrément pour les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle a permis au service ARS Antigone de s'engager dans une activité de formation des professionnels de l'action sociale sur les deux départements avec l'appui des délégations départementales aux droits des femmes.

Deux journées se sont déroulées en Moselle sur les sites de Metz et Thionville qui ont permis de sensibiliser près de 40 professionnels.

En Meurthe-et-Moselle, les professionnels du service sont intervenus sur les structures accueillant des adultes et mineurs étrangers (associations et Conseil Départemental).

La Délégation Départementale aux Droits des Femmes des Vosges a sollicité le service en fin d'année 2018 pour mettre en place ces formations aux bénéficiaires des professionnels rencontrant des « publics à risques ».

## 2.5 Perspectives 2019

Le travail engagé en 2018 avec la DDCS de Moselle, les professionnels et bénévoles qui rencontrent des personnes se prostituant en Moselle sera poursuivi et consolidé. Les professionnels du service vont poursuivre les actions en direction des professionnels sur les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges. Par ailleurs, en concertation avec la déléguée aux Droits des Femmes 54, il est convenu de porter une attention particulière en direction des publics jeunes et la question de la prostitution « dans les quartiers ».

## **3 PREVENTION DES ADDICTIONS CHEZ LES CONSOMMATEURS DE PRODUITS PSYCHOACTIFS ET SOUTIEN A LA PARENTALITE**

### 3.1 Objectifs de l'action

En pratique, il s'agit de rencontrer dans le cadre d'un ou plusieurs entretiens les consommateurs pour :

- Informer sur les risques associés à la consommation,
- Délivrer une information sur différents thèmes en lien avec la prévention des conduites à risques et les produits,
- Evaluer la consommation des personnes accueillies,
- Permettre aux personnes de s'interroger sur leur consommation et favoriser une prise de conscience des conséquences sanitaires, psychosociales et judiciaires liées à leur conduite,
- Amener les personnes à développer des compétences personnelles et favoriser un environnement favorable à la non-consommation,
- Orienter les personnes évaluées en « usage problématique » vers des structures adaptées.

Les mesures « rappel à la loi avec orientation » et « stage de sensibilisation aux dangers des drogues » constituent une alternative aux poursuites judiciaires offertes aux personnes interpellées dans le cadre d'une infraction à la législation aux stupéfiants. La prévention des récidives et l'information exhaustive des dangers liés à une consommation de produits pouvant entraîner une addiction est un enjeu majeur de santé publique auprès d'un public déjà consommateur. L'expérience du service depuis 2005 a permis de mettre en évidence les comportements de consommation des personnes rencontrées, notamment sur les consommations de tabac et d'alcool. Ainsi, le professionnel qui rencontre les personnes propose depuis 2009 une information sur les dangers liés à la consommation chronique et abusive de ces produits.

### 3.2 Moyens mis en œuvre

#### 3.2.1 Les moyens humains

Moyens en personnel : 0,70 ETP de travail social				
FONCTION	QUALIFICATION	En ETP	En heure	Total
Travailleur social	Educatrice spécialisée DE	0,65	1070	1150
Chef de Service	Assistant de service Social DE	0,05	80	

#### 3.2.2 Les outils mobilisés

- Informations sensibilisation (information accueil – informations collectives),
- Prévention individuelle (accueil individualisé de prévention),
- Prévention – Actions auprès de groupes (ateliers pédagogiques, groupe de parole),
- Dépistage – Repérage précoce,
- Prise en charge individuelle, accompagnement (prise en charge sociale, éducation à la santé).

### 3.2.3 Les partenaires

- Maison de la Justice et du Droit
- La P.J.J 54
- Les services de l’Aide Sociale à l’Enfance (UAU – UAE – REMM)
- REALISE
- La Maison des Adolescents de Nancy
- Service de Soins
- CSAPA du CHRU de Nancy : consultation cannabis – alcoologie – tabacologie
- CMP Adultes et Adolescents
- Services d’Action Sociale
- Les associations intervenants sur le champ de la santé et plus particulièrement de l’addiction et des dépendances : l’Echange, ANPAA, AIDES Réseau ville, hôpital, toxicomanie
- Le Service Social Départemental
- Les Services de Protection de l’Enfance
- Les services et établissements sollicitant une intervention du service en action collective de prévention
- L’Education Nationale : Etablissements scolaires
- L’ensemble des Services Sociaux de Droits Communs en contact avec les publics à risques
- Les parents et conjoints
- La Mission Locale de Nancy

## 3.3 Résultats

### 3.3.1 Les entretiens individuels

- Entretien de prévention : 132 personnes reçues

Les entretiens individuels concernent les personnes orientées par le parquet dans le cadre d’une mesure alternative aux poursuites pénales. Les jeunes adressés par les services de réparation pénale de l’Association REALISE, le STEMOT de Nancy et l’ANPAA.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 11 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d’un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

Les professionnels du service proposent une série de conseil d’orientation au terme des entretiens individuels.

### 3.2.2 Les interventions collectives

60 interventions collectives sur l'année 2018 pour :

- 42 interventions ont réalisées pour 385 jeunes stagiaires du dispositif Garantie Jeune mis en place par la Mission Locale de Nancy,
- 6 stages de prévention auprès des publics suivis par la P.J.J 54 (STEMOI de Nancy) qui ont permis de rencontrer 50 familles sur l'année (parents et enfants) dans le cadre d'ateliers collectifs et groupes de paroles,
- 7 stages organisés par l'ANPAA auprès de 66 personnes,
- le service est intervenu sur 1 établissement scolaire de l'agglomération soit un total d'environ 120 jeunes collégiens.
- 4 soirées de prévention Festival Nancy Jazz Pulsation 2018.

### 3.4 Mesures d'avertissement avec orientation

Les personnes interpellées à la suite d'une infraction à la législation sur les stupéfiants se voient proposer une mesure alternative aux poursuites pénales. Elles sont alors orientées vers un délégué du procureur pour un « rappel à la loi ». Ce dernier oriente vers un service de prévention des addictions et de la toxicomanie. Les personnes disposent d'un délai fixé entre un et deux mois pour rencontrer un professionnel de l'action sociale formé aux questions de toxicomanie et de dépendance.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez- vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Entretien de prévention	Avertissement avec orientation	6	15	Travailleur social référent

La baisse du nombre de mesures d'avertissement avec orientation se confirme depuis 2015. Il apparait ainsi un usage plus fréquent des mesures d'avertissement simple (rappel à la loi sans orientation vers un service de prévention) de la part des substituts. La réflexion engagée avec l'ANPAA, les services du Parquet et Antigone pour favoriser l'accès à un entretien individuel aux personnes positionnées sur d'autres mesures alternatives a permis que les adultes qui participent aux stages de sensibilisation aux dangers des drogues rencontrent le référent Addictions du service Antigone.

### 3.5 Prévention des conduites addictives chez les jeunes P.J.J

Le volet P.J.J de l'action développe deux types de programme : intervention individuelle et intervention collective en direction d'un public de jeunes pris en charge au titre de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et leurs parents.

La réponse collective s'inscrit dans plusieurs cadres dès lors qu'un groupe est constitué :

- Le stage de sensibilisation mis en place sous le contrôle du service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 54 pour des jeunes consommateurs ayant commis une infraction à la législation sur les stupéfiants,
- Le stage citoyen mis en place par les équipes de travailleurs sociaux dans le cadre des mesures de réparation pénale,
- Une action de prévention auprès de jeunes identifiés par les éducateurs de la P.J.J par des prises de risques liées à une consommation de produits psycho actifs.

La réponse individuelle consiste à organiser un programme de plusieurs temps de rencontre avec la personne orientée en regard du diagnostic fait par les référents éducatifs de la P.J.J ou compte tenu des faits reprochés au mineur.

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	PJJ 54	6	6	Travailleur social réfèrent
Bilan de stage et bilan final de l'action		2	8	Chef de service et travailleur social réfèrent PJJ
Intervention module parents/mineurs		6	18	Chef de service
Intervention module santé		6	18	Travailleur social réfèrent
Accueil individuel des mineurs suite au stage de sensibilisation		24	50	Travailleur social réfèrent
Orientation par le STEMOI de jeunes repérés en consommation problématique hors stages		8	20	Travailleur social réfèrent
Accueil des parents		9	12	Chef de service
Mesure accompagnement à domicile, soutien à la parentalité à la suite des rencontres parents / adolescents		11	115	Travailleurs social réfèrent
<b>TOTAL PJJ</b>			<b>247</b>	

50 familles ont bénéficié de l'action en 2018. 20 familles de mineurs ont participé aux groupes d'échange parents/enfants. 39 mineurs ainsi que 9 parents ont été rencontré en entretien individuel. Les modalités de prise en charge permettent d'associer les parents sur un temps collectif et, si ces derniers le souhaitent, sur un temps individuel.

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 13 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales. Dans ce cadre, le travailleur social propose en moyenne 5 à 6 rendez-vous, généralement en fin de journée afin de faciliter la présence des parents qui travaillent.

### Exemple d'accompagnement :

Andréa, 15 ans, se fait interpellé en train de fumer du cannabis dans la rue. Le Juge des Enfants demande à Andréa de faire un stage de sensibilisation aux dangers des drogues organisé par le STEMOI.

Antigone intervient sur 3 modules pendant ce stage. 2 modules collectifs, l'un sur les conséquences sociales du consommateur de cannabis et l'autre sur le groupe parents/enfants. Le dernier module est l'entretien individuel pour évaluer et faire un diagnostic avec la personne sur leurs consommations.

Lors des deux modules collectifs, Andréa est isolée. Elle est la seule fille du groupe de 10, la plus jeune et la seule à ne pas avoir ses parents avec elle au module parents/enfants. Elle est depuis quelques semaines placée à l'UAU (Unité d'Accueil d'Urgence) de Villers Les Nancy.

Le partenariat avec l'UAU commence au téléphone avec la prise de rendez-vous, le référent d'Andréa fait part de ses inquiétudes vis-à-vis des alcoolisations massives régulières d'Andréa et ses prises de risques.

Le rendez-vous individuel permet un échange, une accroche intéressante avec Andréa. On convient ensemble de poursuivre le suivi au-delà de l'obligation. Andréa saisit la possibilité de téléphoner sur le portable quand l'envie de fumer est trop forte. On se voit tous les 15 jours, une fois à l'UAU ou je rencontre systématiquement son référent et l'autre fois au bureau.

Le partenariat s'élargit aussi avec la référente ASE d'Andréa avec qui on échange au téléphone sur les difficultés familiales et scolaires. Andréa est au courant des échanges entre les différents professionnels qui l'entourent et sait lesquels solliciter selon la demande.

### 3.6 Stages de sensibilisation aux dangers des drogues à destination des adultes

Le service Antigone intervient auprès de personnes adultes participants aux Stages de Sensibilisation aux Dangers des Drogues de l'ANPAA sur le volet « risques pour la société ». 147 personnes ont été adressées à l'ANPAA pour effectuer un stage de sensibilisation. 85 personnes ont participé au module collectif et 66 d'entre elles ont pris rendez-vous et se sont rendus au service pour un entretien individuel en 2018.

	Dispositif	Réunions – Séances - rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Préparation des stages	ANPAA	5	5	Travailleur social référent
Bilan de stage et bilan final de l'action		1	3	Chef de service
Intervention Module drogue et société		7	14	Chef de service
Entretien Individuel		66	140	Travailleur social référent
<b>Total</b>			<b>162</b>	

Pour mieux répondre aux besoins des publics participants à ces actions collectives, il est convenu avec les services du Parquet du TGI et l'ANPAA de modifier l'organisation du stage et d'inclure un temps d'entretien individualisé dans des conditions identiques à celles mise en œuvre pour les publics suivis par la P.J.J. Ainsi, 66 personnes ont été reçues en 2018 soit 70% des personnes qui ont effectué le stage de sensibilisation.



### 3.7 Actions collectives de prévention

	Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité des intervenants
Intervention garantie jeune	Mission Locale de Nancy	42 séances	126	Travailleur social référent
NJP	Tous publics	4	16	Travailleur social référent
Intervention collective en milieu scolaire	Forum ado	3 séances	5	Travailleur social référent
<b>Total</b>			<b>147</b>	

Le service est intervenu auprès de 385 jeunes de la Mission Locale de Nancy dans le cadre de 42 réunions tout au long de l'année 2018. Il s'agit de proposer un espace d'information sur les conduites addictives (stupéfiants, alcool, mais aussi internet et les nouvelles technologies) qui représentent un frein à l'insertion sociale et professionnelle.

Les interventions en milieu scolaire restent marginales dans l'activité du service.

Pour la première fois, le service est intervenu dans le cadre d'une action de prévention des risques auprès des publics du Festival Nancy Jazz Pulsation en octobre 2018. L'éducatrice spécialisée a animé le stand de prévention en partenariat avec d'autres associations de prévention.

Dispositif	Séance	Quantité en heure	Homme	Femme	Total
Prévention NJP Grand Public	4	16			400
Prévention milieu scolaire	3	5	65	55	120
Mission Locale de Nancy	42	126	238	147	385

### 3.8 Accompagnements sociaux

	Dispositif	Effectif	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Accompagnement démarches médicosociales	Prévention des addictions auprès des adultes et jeunes adultes	26 personnes	270	Travailleur social référent

Le service a accompagné 26 personnes dans le cadre d'un projet d'accompagnement pour réduire les conséquences des consommations sur les aspects administratifs et sociaux (logement, travail, etc...).

L'intervention du service a aussi permis d'accompagner plusieurs personnes dans l'élaboration puis la mise en œuvre d'un projet de soins et de soutien psychologique.

La durée de suivi varie selon l'investissement de la personne et la nature des difficultés à traiter. Pour 80% d'entre elles, la durée de prise en charge se situe entre 6 à 10 mois ponctuée d'entretiens mensuels. L'action de l'éducatrice consiste à aider la personne à prioriser les questions urgentes (budget, logement, professionnel, etc...) puis mobiliser les dispositifs de droits communs susceptibles de répondre aux besoins sociaux identifiés. Lorsque la consommation a un impact sur la santé, elle accompagne la personne dans un parcours de soins (médecin traitant, service spécialisé, etc...).

### 3.9 Observatoire des pratiques addictives

Dispositif	Réunions – Séances - Rendez-vous	Quantité en heure	Qualité de(s) intervenant(s)
Observatoire des pratiques	Hebdomadaire	80	Travailleur social référent
Bilan appel à projet et évaluation	Annuel	30	Chef de service
Gestion et administration des dossiers	Quotidienne	155	Travailleurs sociaux
<b>Total</b>		<b>265</b>	

Depuis 2005, Antigone met en place un recueil des données descriptives et anonymes des personnes reçues en entretien individuel. Cette base d'information permet d'observer les évolutions dans les pratiques de consommation sur les territoires d'intervention et de définir des profils actualisés de consommateurs. Cet observatoire est en outre utilisé pour mettre à jour les informations utilisées dans les interventions collectives et individuelles.

#### 3.9.1 Les profils des publics reçus en mesure d'avertissement

##### 3.9.1.1 Les données sociodémographiques

Les hommes restent majoritaires avec 90%. Les personnes résidentes sur le territoire de Nancy représentent la moitié de la file active soit 52%. Les personnes résidentes du territoire de Lunéville représentent 20% des personnes reçues contre 17% en 2017.

##### 3.9.1.2 Les typologies des consommations

Le tabac, l'alcool et le cannabis sont les principaux produits consommés.

###### 3.9.1.2.1 Tabac

Toutes les personnes reçues en entretien ont une consommation de tabac journalière alors que la consommation de tabac en population générale est de 30% dans la Région Grand Est en 2017. Un tiers des personnes déclarent avoir diminué leur consommation de tabac principalement en raison de l'augmentation du prix. On notera cependant un nombre de personnes qui expliquent se rendre dans les pays frontaliers pour s'approvisionner.

	2017	2018
1 à 5 cigarettes/jour	11%	19%
6 à 10 cigarettes/jour	38%	40%
11 à 20 cigarettes/jour	21%	23%
+ de 20 cigarettes/jour	21%	18%

Depuis 2016, on remarque une diminution constante de la consommation chez les gros fumeurs (30% en 2016 contre 18% en 2018 déclarent fumer plus de 20 cigarettes par jour). 60% déclarent fumer 10 cigarettes ou moins en 2018 contre 28% en 2016. Le recours à la « vapoteuse » est souvent évoqué comme un substitut de la cigarette qui compense la baisse de consommation journalière.

### 3.9.1.2.2 Alcool

La consommation d'alcool reste importante chez les personnes reçues en 2018. C'est au sein de la population adulte que l'on retrouve les 10% d'entre elles qui évoquent des difficultés à gérer une consommation quotidienne.

Les entretiens mettent en évidence l'augmentation au moins temporaire de la consommation d'alcool après une tentative d'arrêt du cannabis.

### 3.9.1.3 La perception du vécu du consommateur de cannabis

Les entretiens individuels mettent en évidence qu'une personne sur quatre présente les signes d'une dépendance (incapacité à se projeter dans l'avenir sans consommer, consommation quotidienne, etc...). Une personne sur trois explique une consommation problématique avec des conséquences plus ou moins importantes sur la santé, la vie professionnelle et/ou familiale.

	Non-usage*	Usage	Usage nocif	Dépendance
Diagnostic professionnel	15%	25%	36%	24%
Diagnostic usager	15%	37%	28%	20%
Différentiel	0	-12	8	4

\*Au moment de l'entretien

### 3.9.1.4 Les propositions d'orientation

Par ailleurs, le service est intervenu sur demande auprès de 12 familles de jeunes (mineurs ou jeunes majeurs) dans le cadre d'un soutien/médiation des relations intrafamiliales.

Les professionnels du service proposent une série de conseils d'orientation au terme des entretiens individuels.

Conseil d'orientation	Effectif (n=132)	Fréquence 2018	Fréquence 2017
Consultation tabacologie	118	90%	76%
Consultation cannabis	15	11%	8%
Rendez vous Antigone	28	21%	26%
Psychologue / CMP	-		0%
Consultation alcoologie	14	10.5%	8%
Service social départemental	4	3%	13%
Médecin de ville	29	21%	17%
Autre service social	2	1.5%	6%
Centre de soins - CSAPA	18	13.5%	7%
Autres	7	5.5%	15%

### 3.10 Perspectives 2019

Le partenariat avec l'ANPAA a permis de diversifier les actions de prévention auprès des personnes majeures. Un entretien individuel est systématiquement proposé à chaque participant des stages de sensibilisation.

Il apparaît nécessaire d'amplifier et consolider en 2019 les actions de préventions individualisées auprès des publics PJJ et des publics « Mission Locale ». Le service propose des interventions en collectif mais cela demeure insuffisant pour les jeunes en difficultés qui sont restés inactifs et qui ont compensé l'absence de projet par des comportements de consommation (tous types de produits incluant les addictions aux nouvelles technologies). Il s'agit de consolider les possibilités de dépistage par les référents Mission Locale afin de favoriser les orientations vers le service.

